Les Afghanes sont discrètement écartées de la politique. Elles s'inquiètent : leurs droits risquent de servir de monnaie d'échange pour satisfaire les talibans dans les négociations de paix.

Envolée, l'obligation de compter 25% de femmes parmi les élus régionaux. Le Parlement afghan a supprimé ce quota dans un amendement adopté en catimini en mai dernier, ce que les sénatrices viennent de découvrir
. Certes, des femmes pourront toujours être élues, mais rien ne le garantit plus.

« Les femmes ne sont pas en position de gagner des élections dans ce pays basé sur le suffrage du peuple uniquement, cet amendement risque de leur faire perdre leur voix » dénonce Noor Mohammad Noor, porte-parole de la Commission des Élections Indépendantes d'Afghanistan.

« Il est anti-démocratique d'accorder un siège à une femme alors qu'un homme a plus de votes, simplement parce que la loi la favorise » s'est justifié Qazi Nasir Ahmad Hanafi, à la tête de la commission législative.

La principale inquiétude des féministes : que la diminution du nombre d'élues régionales se répercute dans la Chambre haute, dont les membres sont issus en partie des représentants régionaux.

« C'est une stratégie politique : pour satisfaire les talibans dans les négociations de paix, le régime est prêt à renoncer aux droits des femmes » explique la parlementaire féministe Farkhunda Naderi.

Le mois dernier, le Parlement a reporté à une date indéterminée l'adoption du décret sur l'"Élimination de la violence contre les femmes" *(Voir : Sombres signaux pour les Afghanes)*.

A l'approche du retrait officiel des troupes de l'OTAN en 2014, le gouvernement afghan

envisage de négocier avec les talibans. Lesquels poursuivent pendant ce temps leurs assassinats ciblés, notamment contre des femmes représentant l'Etat *(Voir : En Afghanistan, moins de victimes civiles, mais plus de femmes ciblées).*

Source : AWID

Licence de l'article: Copyright - **Titulaire de la licence de l'article:** Nouvelles News